

**AIGE: Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 03 FEVRIER 2023

1278

Malikilé

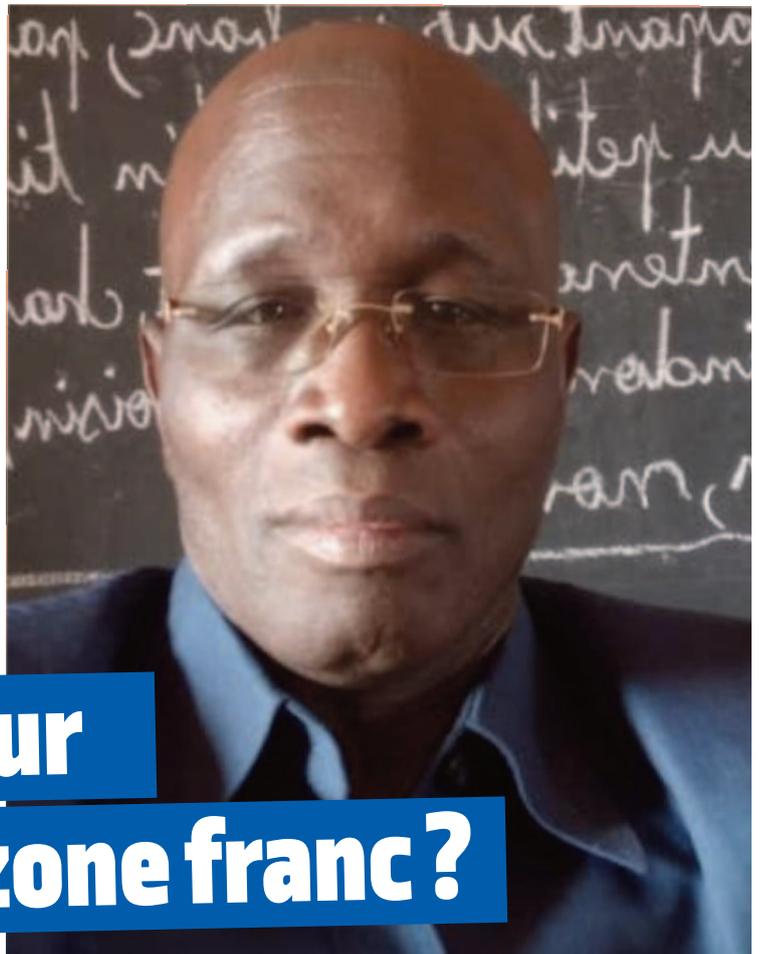
www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Économie et gestion

Fcfa ou  
monnaies  
nationales.

De quoi ont peur  
les pays de la zone franc ?



... suivi-évaluation du Cadre Stratégique de la refondation : Créer une synergie entre les experts du CINSERE et le Comité de Pilotage



Régime « démocratique ou autoritaire » ?  
Le MODEC ouvre le débat



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**02** Fev.  
2023

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**172**

Nouveaux cas confirmés

**01**

Nouveaux guéris

**00**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**639 473** Vaccinations incomplètes

**2 891 096** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**32 784**

**Guéris**

**31 957**

**Décès**

**743**

dont 05 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.16



P.18



P.22



## / Une /



Économie et gestion : fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc ?

P.5

## / Brèves /



Le pm apollinaire à Bamako : Le Burkina Faso propose de créer « une fédération » avec le Mali

P.14

Burkina-Mali : Le Président de la Transition a reçu en audience le Premier ministre du Burkina Faso

P.14

PCIAT-EST : Prise de contact du CEMGA adjoint avec le commandement

P.15

Élections : Le chronogramme fixé par la transition « n'est pas tenable », dit des partis politiques

P.15

GTIA 2 KELETIGUI : Le commandant GTIA rencontre les forces vives de la commune de Diallassagou

P.16

## / Actualité /



Relance du train : Les pièces de rechange réceptionnées !

P.18

École d'application des officiers de Kati : Sortie de la 11ème promotion

P.19

Service national des jeunes : Le chef de l'état préside la cérémonie de sortie de la 3e cohorte

P.20

## / Politique /



AIGE : Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation

P.22

Régime « démocratique ou autoritaire » ? Le MODEC ouvre le débat

P.25

Chronogramme des élections : Le scepticisme de la classe politique

P.26

Séminaire sur le suivi-évaluation du Cadre Stratégique de la refondation : Créer une synergie entre les experts du CINSERE et le Comité de Pilotage

P.27

Enjeux et défis des élections générales au Mali : La société civile alerte sur trois risques majeurs

P.28

Kidal : Comment raisonner les groupes armés ?

P.29

## / Culture & société /



Mondial des clubs : Spectacle époustoufflant pour l'ouverture

P.30

## / International /



Burkina : L'UEMOA note une baisse générale des prix en fin d'année 2022

P.31

CRIEF (RG) : Charles Wright annonce le départ de certains magistrats

P.32

## / Sport /



Candidature du Maroc à la CAN 2025 : Les arguments béton du royaume chérifien

P.33

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



# Malikilé

VOUS SOUHAITE  
UNE BONNE ET HEUREUSE ANNEE

# 2023

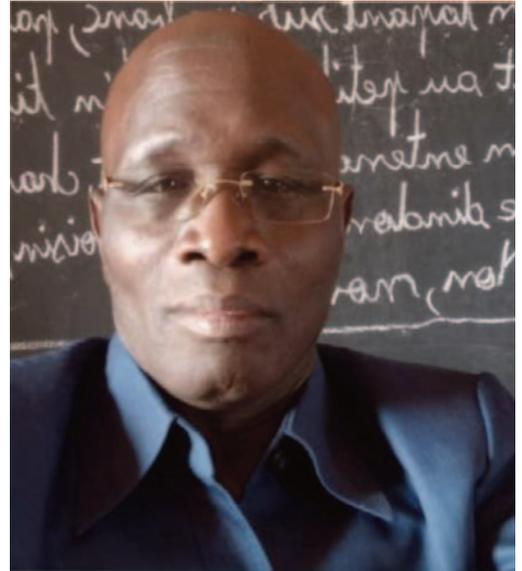


HAPPY NEW YEAR



# Économie et gestion

## FCFA ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc ?



Les 08 pays de l'UEMOA (environ 134 millions d'habitants) et les six pays de la CEMAC (environ 45 millions d'habitants) sont les seuls Etats au monde à n'avoir pas de monnaies nationales propres à eux. Les monnaies qu'ils utilisent depuis 1939, aujourd'hui le Franc CFA (après avoir changé plusieurs fois de nom) est une monnaie de l'ancienne puissance coloniale, la France, qui la fabrique, adopte les cours légaux par son Parlement, la met à leur disposition et dirige la politique monétaire.

Pourtant les Accords, Conventions et Traités monétaires signés avec la France, ont toujours prévu que « les colonies demeurent néanmoins libres d'émettre leur propre monnaie, et de quitter ainsi la Zone franc, tout en maintenant une coopération monétaire avec la France ». Pourquoi aucun pays, jusque là, n'a pas quitté la Zone depuis l'éphémère départ du Mali et son retour en 22 ans (1962 – 1984) ? Qu'est-ce qui les bloque ? Cherchent-ils vraiment une souveraineté monétaire ? Ne veulent-ils pas volontairement rester dans cette situation ?

Dans ce papier, nous réfléchissons, en utilisant moins de mots techniques, pour une plus grande compréhension du public, sur les "clés de succès" de la création d'une monnaie nationale

### PREMIERE CLE : DISCIPLINE ET GRANDE RIGUEUR DANS LA GESTION DE LA MONNAIE.

1. La première clé de succès d'une monnaie nationale réside, sans aucun doute, dans la discipline et la rigueur de la politique monétaire. Prenons à titre d'illustration le Mali qui décide de battre sa propre monnaie qui s'appelle « **Wari Malien** » à l'instar des pays maghrébins qui ont tous le Dinar comme appellation de leur monnaie. Ainsi on a le Dinar Tunisien, le Dinar Algérien, le Dinar Libyen, etc. d'autres pays de l'espace communautaire aussi pourraient choisir l'appellation « **Wari** ».

**Cette création ne pose pas assez de problèmes, puisque la masse monétaire actuelle du Mali est adossée à une « réserve d'or » qui suffirait en retenant, pour « Wari Malien », la même valeur que le « FCFA » soit un FCFA = 1 Wari Malien.** La première fonction de la monnaie est d'être un moyen de circulation des biens et des services.

Ainsi toutes les opérations économiques au Mali seraient dénouées en « **Wari Malien** ».

2. Le Mali n'est pas un pays fermé, il est ouvert sur le reste du monde, avec qui il a des relations commerciales et financières. Les monnaies de ces pays sont appelées « Devises ». La Banque Centrale du Mali, qui fabrique et met en œuvre la politique monétaire du pays va ouvrir dans ses livres des « Comptes d'opérations » dans les principales monnaies internationales : Dollar, Euro, Livre Sterling, Rouble Russe, Yen Japonais, Yuan Chinois, FCFA qui deviendrait une devise dès que le Mali quitte la Zone franc, etc. Rappelons que jusqu'à preuve de contraire le Dollar Américain joue le rôle de « monnaie du monde ». Il sert à dénouer l'essentiel des transactions internationales. Ainsi tous les gros contrats commerciaux et emprunts financiers à l'échelle du monde sont généralement signés en Dollar.

3. La CMDT vend du coton au monde entier. Le Mali exige dans sa politique monétaire, que tous les acheteurs du coton Malien paient la

CMDT dans sa monnaie ou dans une monnaie internationale. Pour faire simple, le virement du client étranger de la CMDT est reçu par sa Banque, par exemple la BDM, via la Banque Centrale. La Banque Centrale (donc l'Etat Malien), va donner **la contrevaletur du montant des devises en Wari Malien** à la CMDT et **garde les Devises. La Banque centrale comptabilise chaque Devise dans son « Compte d'opérations »** correspondant.

Il en sera de même pour les exportations de fruits et légumes, de bétail, de poissons fumés, de l'or, de denrées, etc. aux pays voisins. **Les montants de ventes seront reçus en CFA par les Banques des Entreprises exportatrices via la Banque Centrale, qui va leur donner du « Wari Malien » et garde les FCFA.** Les devises CFA seront comptabilisées dans le « Compte d'opérations » correspondant.

4. Le Mali, à travers une de ses Entreprise, veut importer des véhicules, des hydrocarbures, de l'engrais, des médicaments, bref un bien ou service venant de l'étranger. Le pays n'aura



aucun problème à réaliser cette opération, puisque les « Comptes d'opérations » regorgent beaucoup de monnaies étrangères, c'est-à-dire des devises.

Dans l'hypothèse où le pays n'aurait pas suffisamment de monnaies étrangères, donc manquerait de Devises dans ses « Comptes d'opérations ». Que se passerait-il ? Ce serait l'impossibilité d'assurer son approvisionnement correct en biens et services venant d'autres pays : le blocage.

**Ainsi on déduit que la première clé de succès d'une monnaie nationale, est la capacité des Autorités monétaires à maintenir la discipline et une rigueur sans failles dans la gestion des flux monétaires en « Wari Malien » et les monnaies étrangères, c'est-à-dire les**

**Devises.**

**Pourrait – on tirer une première conclusion que l'une des « peurs » des Autorités politiques et monétaires des pays de la Zone franc résiderait-elle dans leur incapacité à assurer une telle gestion rigoureuse des flux monétaires entre les devises et une monnaie nationale ?**

De nos jours cet aspect de la question FCFA est assuré par le Trésor Français, à travers la fameuse « garantie illimitée de la convertibilité du FCFA ». Les pays de la Zone Franc n'ont pas à se soucier qu'il y ait ou pas des devises dans leurs « Comptes d'opérations » ouverts dans les livres du Trésor Français. Que le pays dispose ou pas de devises dans son compte, l'opération est systématiquement réalisée., l'opération est systématiquement réalisée., bien entendu avec des frais, la gratuité n'exis-

tant pas en matière financière et bancaire.

**La situation de « manque de devises » pour assurer les importations arrive de temps à autres à tout pays propriétaire de monnaie nationale. Des pays d'Amérique latine comme l'Argentine, le Chili, l'Algérie, la RDC, le Ghana, la Guinée, etc, et même le géant Nigéria, en ont fait les désagréables expériences.**

**Mais comment un pays pourrait-il manquer de Devises pour soutenir la monnaie nationale, au point d'arriver à un blocage dans l'approvisionnement correct du pays?**

**DEUXIEME CLE : L'INDUSTRIALISATION ET LES SERVICES PUBLICS DE QUALITE POUR LIMITER LES SORTIES DE DEVISES, LE CONTROLE DES CHANGES ET LA FORTE REPRESSION POUR ENDIGUER LES FUITES DE CAPITAUX.**

5. Il est indiscutable que tout pays qui produit et fabrique l'essentiel de la demande nationale des populations en biens et services, se met à l'abri des « sorties de devises ». Comme tout est lié, on dirait autrement, que tout pays dont la balance commerciale est excédentaire est généralement à l'abri. Ainsi il est de la responsabilité des Dirigeants de tout pays de mettre en place des politiques économiques pouvant rendre en permanence excédentaire sa « balance commerciale ». La production et fabri-





cation nationales de biens et de services sont les seuls soutiens de la monnaie nationale, les seuls, il n'y a pas deux.

**Une fois que le pays est nanti en ressources naturelles et minières comme c'est le cas de pays Africains et que le pays produise d'importantes quantités de denrées et matières premières agricoles, l'industrialisation est incontournable pour soutenir la monnaie nationale et réaliser la souveraineté nationale**

6. La démonstration, que les excédents commerciaux soutiennent la monnaie nationale, est faite par des pays comme la Chine et la Russie. Ces pays sont peu ouverts en termes d'importations, mais très ouverts en termes d'exportations de sortes que leurs balances commerciales seraient excédentaires et leurs Banques Centrales disposeraient d'importantes réserves devises dans quasiment toutes les grandes monnaies du commerce international.

Ce fut aussi le cas du Mali de Modibo KEITA où le pays avait mis en place une politique d'industrialisation qui faisait qu'il importait peu, donc dépendait peu de l'extérieur : denrées alimentaires, huilerie, sucrerie, savonnerie, textiles, bétail et viandes, cuirs et peaux, etc. De nos jours, par l'exercice de la « politique politicienne » et le "manque de vision" d'une politique agricole, notre pays importe tout, allant du riz aux tubercules comme la

pomme de terre en passant par les fruits et légumes comme les organes, les bananes, etc.

7. Aussi les **fuites de capitaux sont d'importantes sources de pertes devises**, voire d'assèchement de réserves de devises, pouvant mettre le pays en difficultés d'approvisionnement correct. Parmi les fuites de capitaux, on cite entre autres :

- les ouvertures de comptes bancaires à l'étranger,
- les acquisitions de propriétés à l'étranger,
- les frais d'études à l'étranger,
- les frais de soins à l'étranger,
- le recours à de l'expertise étrangère.
- l'immigration

Dans tous ces cas, ce sont les contrevaleurs en devises des sommes d'argent en **Wari Malien**, qui seraient transférés au pays d'accueil. Autrement dit si vous déposez un « Ordre de virement » de 5000 000 de **Wari Malien**, c'est la contrepartie dans la devise indiquée qui est transféré.

8. Trois solutions contre les fuites de capitaux : **la construction d'infrastructures de services publics de qualité en santé et en enseignement, le « contrôle de changes » et la forte répression**. Tout le monde peut le constater, des rues de Bamako sont devenues des « Bureaux de changes ». Il est possible de transférer d'importantes sommes de devises en dehors de tout circuit bancaire. Dans certains grands pays développés, le trafic de de-

vises sont des infractions de droit pénal érigées en crime pouvant aller jusqu'à la peine de mort.

**Ainsi on déduit que la deuxième clé de succès d'une monnaie nationale, est une forte volonté politique autour de la pierre angulaire : "exemplarité des dirigeants – industrialisation – services publics de qualité – justice de qualité".**

Si la justice est mal distribuée et que les hautes Autorités du pays sont les premiers auteurs de fuites de capitaux, les Caisses du pays se retrouveraient sans "réserves de devises". La monnaie nationale manquerait un grand soutien et le pays connaîtra des difficultés d'approvisionnement.

**Pourrait – on tirer une deuxième conclusion qu'une autre « peur » des Autorités politiques et monétaires des pays de la Zone franc résiderait-elle dans leur faible engagement pour l'industrialisation et pour une justice équitable ?**

### **TROISIEME CLE : DES QUALITES TECHNIQUES DE FABRICATION METTANT LA MONNAIE A L'ABRI DES FAUSSAIRES**

9. Il ne fait aucun doute que la monnaie est un « bien spécial » dont la fabrication doit être faite dans des conditions offrant beaucoup de

sécurité et de garanties qui la protègent contre toute imitation. Les conditions techniques de sa fabrication : équipements de fabrication, personnel technique, qualité du papier d'impression, formats des coupures, designs, soins, signes et autres identifiants visibles et invisibles à l'œil nu, doivent être conçus de sorte que la monnaie ne soit pas facilement imitable et les tentatives soient rapidement identifiées.

L'aspect technique n'est pas une chose aisée quand on sait que la monnaie existe en pièces métalliques et en billets. Les faussaires ont porté d'importantes atteintes à l'économie de beaucoup de pays par l'accroissement du taux d'inflation.

#### QUATRIEME CLE : LE COURAGE POLITIQUE

10. Les tentatives de se soustraire du FCFA ont conduit à l'assassinat d'Hommes politiques initiateurs. C'est une réalité que l'impérialisme occidentale, particulièrement la France tue.

Outre les génocides à coût de millions de morts, **les meurtres d'Hommes politiques sont érigés en peur pour maintenir le système**. Les impérialistes tuent les grands scientifiques Africains, les grands technocrates, les Hommes politiques qui ne veulent pas entrer dans le système.

Les « Prix », « Décorations » et autres « Distinctions » font partie de la manipulation pour faire entretenir et maintenir le système.

Dès lors, les Hommes politiques courageux commencent à manquer dans les pays de la Zone franc. Mais ces méthodes criminelles ont leurs limites. Au pays des immondes, les imbécilités n'ont pas de limites. Les cultures Africaines sont aux antipodes des concepts comme le « mariage pour tous ». La population Africaine dépasse les 1 200 000 000, jeune à plus de 60%. L'espoir est donc permis.

#### AVANTAGES D'UNE MONNAIE NATIONALE : LE FINANCEMENT DE L'ECONOMIE PAR LA CREATION MONETAIRE.

10. Les peurs sont vite dissipées quand on met cote à cote les avantages que pourrait procurer une monnaie nationale. Le pays dispose ce qu'on appelle sa « souveraineté monétaire ». Il fixe le cours légal de sa monnaie. Il fixe les

taux de change avec les autres monnaies, les taux d'intérêts par secteur conformément à sa politique d'encouragement des secteurs et des branches d'activités, des taux bonifiés, etc. Il peut établir des accords monétaires qu'il désire, etc.

11. Le financement de l'Etat par la Banque Centrale. Quand une personne physique ou une personne morale de droit privé manque d'argent, elle s'adresse à une Banque commerciale pour solliciter son concours.

Pour financer son Budget d'investissement, l'Etat devrait pouvoir s'adresser à la Banque Centrale pour lui fabriquer la masse monétaire correspondante. A titre d'illustration, l'Etat prévoit dans son budget d'investissement, pour 5 milliards de **Wari Malien**, l'aménagement et l'irrigation de 3 000 hectares. Cet investissement sera entièrement réalisé par des Entreprises de BTP du pays. **L'Etat s'adresse à la Banque Centrale qui lui fabrique les 5 milliards avec lesquels il va payer les factures des Entreprises de BTP. Cela s'appelle de la création monétaire. L'investissement physique en face et les futures récoltes générées constituent la contrepartie de la masse monétaire créée.**

**La création monétaire** n'est pas à confondre avec la « **planche à billets** » qui est de la fabrication monétaire pour la consommation pure et simple (salaires par exemple) et non de la création, puisqu'en face, il n'y a rien physique, ni produits générés, la masse monétaire augmente "fictivement". Contrairement à la création monétaire qui est un mode de financement de l'Etat, crée la richesse, développe l'économie, la planche à billet est très nuisible à l'économie.

C'est par **la création monétaire que tous les grands pays se sont développés**. Quant aux pays du tiers monde particulièrement les pays d'Afrique noire francophone, pour financer de projets de développement, les impérialistes ont créé la Banque Mondiale.

Celle-ci fait des prêts sur des durées de 20 à 25 ans à des taux très faibles, pouvant se situer entre 1 et 3% l'an. Ces conditions relativement favorables ne le sont pas en réalité. En 20 ans les intérêts composés sur d'importants montants deviennent aussi des sommes colossales à payer. La chaîne de l'esclavage est ainsi bien tissée. Les pays ne s'en sortiraient jamais dans ce système. Sans souve-

raineté monétaire, le développement des pays de la Zone serait difficile.

#### SOUVERAINETE NATIONALE = INDEPENDANCE ECONOMIQUE

**Proposition** : L'abandon du FCFA est une obligation pour les pays de la Zone franc. Les pays doivent soit, bâtir une « nouvelle monnaie communautaire » en toute indépendante, soit que chaque pays bâtisse sa propre monnaie. Dans tous les cas, il faut sortir du FCFA.

Techniquement, des limites du FCFA sont démontrées ci-dessus. Politiquement, en cherchant à asphyxier le Mali par des sanctions financières inédites, "la Banque Centrale qui gèle les avoirs d'un pays", du jamais vu dans l'histoire de la monnaie, avec l'aide de Présidents Africains de la Zone que l'on croyait des frères, la France a clairement signifié aux pays de la Zone que :

- Premièrement le FCFA ne vous appartient pas, c'est "ma monnaie". Vous n'êtes que de simples "utilisateurs"

- Deuxièmement vous n'avez pas de monnaie, par conséquent, et cela n'est pas mon problème.

- Troisièmement, qu'elle est prête, à tout moment, à abattre avec l'arme FCFA, tout récalcitrant, qui ne voudrait pas se soumettre à ses diktats.

Il me semble que le message est suffisamment clair pour des Hommes orgueilleux que nous sommes.

Si on pouvait argumenter par le fait qu'aux indépendances, les pays de la Zone franc manquaient de compétences, de nos jours, rien, absolument rien, aucune peur ne pourrait justifier le maintien du FCFA.

Le Mali pour sa part, doit partir et partira du FCFA. Tous les Hommes politiques, civiles et militaires doivent travailler à cela.

Il en est de même de la CEDEAO. Cette très belle Organisation a perdu toute crédibilité aux yeux des populations de l'espace communautaire. Ses dirigeants ressemblent à de très bons exécutants à la solde de l'impérialisme.

Siné DIARRA,  
Expert-Comptable  
Enseignant de Comptabilités, Finances et Audit

## Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, en compagnie de son Collègue de l'Economie et des Finances, Monsieur Alousseni SANOU, a reçu en audience, ce jeudi 02 février 2023, Monsieur Christian Linder, Ministre des Finances de la République Fédérale d'Allemagne.



Lors de cette rencontre, les deux Parties ont abordé plusieurs questions d'intérêt commun, notamment le renforcement de la coopération économique, le processus politique de la Transition ainsi que la situation sécuritaire du pays.

Parmi les sujets discutés, celui portant sur les questions sécuritaires, notamment les opérations des drones sur le territoire national a occupé une grande place. Pour le Chef de la diplomatie malienne, loin d'en faire une restriction ou encore moins une interdiction, le Gouvernement du Mali, pour des raisons de sécurité nationale, a pris des mesures pour une meilleure coordination de l'utilisation de ces engins volants. Il a poursuivi en indiquant que, sans une bonne coordination, le risque d'incident tant pour les drones utilisés que pour la sécurité des populations reste élevé. C'est qui justifie la nécessité pour le Gouvernement de fixer des règles relatives à la traçabilité des drones utilisés, les horaires et couloirs de vols ainsi que le partage des informations recueillies avec la partie malienne.

Pour sa part, le Ministre Allemand s'est félicité des relations d'amitié historique entre le Mali et l'Allemagne avant de souligner l'intérêt de son pays à poursuivre son partenariat avec le Mali dans le cadre d'une coopération gagnant-gagnant qui respecte la souveraineté et les choix stratégiques de chaque pays. Il a également souhaité le retour à un ordre constitutionnel au Mali, conformément au délai convenu.

Tout en remerciant le Ministre Allemand de sa visite de travail, le Ministre DIOP a indiqué que le Mali reste ouvert au dialogue constructif et au partenariat sincère et franc visant à contribuer à la sécurité nationale qui demeure la priorité de premier ordre et à l'aboutissement heureux du processus politique pour lequel des avancées notables sont déjà enregistrées.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



## EcoMatin



La société retenue à l'issue de l'appel d'offres va principalement se charger de déterminer la conformité de l'entreprise publique aux critères exigibles pour son entrée en bourse, mais aussi superviser son processus d'introduction en bourse proprement dite, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.



C'est l'une des suggestions du Centre d'analyse et de Recherche sur les politiques économiques et sociales du Cameroun (CamerCap-Parc) au sujet de la mesure visant à appliquer un droit de sortie de 10% sur le cacao exporté en fèves.



## LE RÉSUMÉ



Au Sénégal, les producteurs d'huile d'arachide peinent à se procurer des graines en raison de la mauvaise récolte et de la concurrence d'exportateurs étrangers

## Macky Sall



Chaleureuses félicitations à notre compatriote Mouhamed Moustapha Fall, Président de l'Institut Africain des Sciences Mathématiques au Sénégal #AIMS, lauréat du prestigieux Prix Ramanujan 2022 pour les jeunes mathématiciens des pays en développement.

## ■ Sekou Konare

Quelqu'un qui n'a pas tenu sa 1ere promesse, sa 2eme promesse ,doit on lui croire encore? La promesse est une dette



## ■ Papou Ka Papou

Incendie d'un véhicule tout à l'heure sur le deuxième pont.  
Pas de perte en vie humaine, et maîtrisé par les sapeurs pompiers



## ■ NIANG TV

Pas de manifestation !!!!



MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION  
GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO  
CABINET

REPUBLIQUE DU MALI  
Un Peuple - Un But - Une Foi

N° 035 /GDB-CAB Hamako, le 02 FEV 2023

LE GOUVERNEUR DU DISTRICT DE BAMAKO

(-)

Monsieur le Président du Cadre des Partis et Regroupements politiques pour le Retour à l'Ordre Constitutionnel  
Téléphone : 70 69 86 90 / 66 71 65 42

**Réf.** : Votre lettre en date du 26 janvier 2023.

J'ai l'honneur d'accuser bonne réception de votre correspondance ci-dessus visée en référence, relative à une demande d'autorisation de meeting d'information, le samedi 04 février 2023 à partir de 15 heures, à la Place du rond point Obélisque (rond-point Bougieba) à Hamdallaye ACI.

Cependant, en raison de la situation sécuritaire du moment, je suis au regret de ne pouvant donner une suite favorable à votre requête.

Comptant sur votre sens civique, je vous prie de croire à l'expression de mon entière disponibilité.

**AMPLIATIONS :**  
ME MAIT.....1/PCR  
MSPC.....1/PCR  
DRPN.....1  
Archives et Chrono.....2/5

LE GOUVERNEUR  
Abdoulaye COLLIBALY  
Membre du Corps Préfectoral

**Situation à Kidal : Le Pouvoir doit laisser le peuple se faire entendre par une manifestation gigantesque partout où c'est possible au Mali et tous derrière les FAMA**



## ■ Gskom.sn : Kaddu Askan Wi



Auteur d'un bon CHAN, Pape Mamadou Sy aurait trouvé un nouveau point de chute. Selon les informations du journal Record, le portier des Lions locaux devrait rejoindre le FC Seraing (Belgique).  
CP: FSF



## ■ Amadou Kone



KOUTIALA: Écoles secondaires privées enregistrent déjà 384 heures sans cours en pleine année scolaire, sans compter les autres jours chômés.

## ■ Larmes des pauvres



#Mali -- les deux tendances djihadistes se préparent à livrer un important affrontement dans la région de #Douentza.

## ■ Baye Ag Mahmoud



"Nous ne reconnaissons pas les soldats qui ont pris le pouvoir à Bamako, et nous ne recevons pas d'ordres d'eux" Le chef des tribus d'Adagh, Devant les ambassadeurs de la communauté internationale à Kidal.

## ■ Housseine Ag Issa



#Mali #Kidal La #CMA nomme le colonel Hamad Rhissa Ag Mohamed comme nouveau chef d'état-major et Alhoussieni Ag Ahmedou comme son adjoint. c'était dans un décret signé par le président en exercice de la coordination, Alghass Ag Intalla.

## ■ Fahad Ag Almahmoud



Ces derniers temps l'yaad multiplie les rencontres pour chercher à drainer les touaregs derrière lui contre l'EIS. Combattre les terroristes sous l'emblème de d'autres terroristes, c'est fuir la pluie en plongeant dans le fleuve.

## ■ Mohammed Al-Issa



Le racisme, la haine et la priorisation des intérêts au détriment de la justice sont les principales menaces à la paix » ; suivez cheikh Alissa pour en savoir plus sur la campagne qu'il a lancée pour lutter contre l'islamophobie sur les réseaux sociaux.

## ■ Primature du Mali



Koulouba | 01 février 2023 | #Politique

Le Président de la Transition a reçu en audience le Premier ministre du Burkina Faso

Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé, ce mercredi 1er février 2023, une audience au Premier ministre du Gouvernement burkinabè, Apollinaire Joachim Kyélem de TAMBELA, en visite d'amitié et de travail, de 24 h, au Mali. Il était porteur d'un message du Président de la Transition du Burkina Faso à son homologue malien.

A l'entame de ses propos, le Premier ministre Burkinabè a remercié le Président GOÏTA avant de témoigner des innombrables qualités de celui-ci. Il ne fait pas aucun doute que « tout le monde connaît le Président GOÏTA en Afrique. C'est un héros de l'Afrique ».

Cette visite avait pour objectif principal de délivrer un message d'amitié et de fraternité au Président malien de la Transition et l'inviter à aller ensemble. « Mon Président m'a dit de lui faire comprendre sa

disponibilité pour qu'ensemble, nous regardions dans la même direction. Nous sommes un même peuple, nous sommes un même pays », a-t-il déclaré à la presse.

Apollinaire Joachim Kyélem de TAMBELA déplore que pendant longtemps, le Mali et le Burkina Faso ont regardé ailleurs au lieu de se regarder, alors que les deux pays ont des similitudes, des défis et un destin commun. Selon ses explications, les aspirations des peuples burkinabè et maliens, c'est la paix, la sécurité et le développement.

« Nous avons compris que, isolément, il est difficile de réaliser ces données. Alors qu'ensemble nous pouvons davantage réaliser et beaucoup plus facilement. Dans la lutte contre l'insécurité, nous bénéficions de l'appui de nos frères maliens. Ce qui sème maintenant la panique au niveau des terroristes », a-t-il affirmé.

Au cours de cette audience, il a été également question du chemin de fer Bobo-Dioulasso-Sikasso-Bamako « que nous pouvons envisager ensemble ». L'objectif est d'arriver à fédérer les deux pays. « Tant que nous restons isolés, nous sommes fragiles. Si nous nous mettons ensemble, nous aurons une puissance de frappe beaucoup plus décisive », a-t-il rassuré en tout en disant satisfait des échanges avec le Président de la Transition.

Source : Présidence de la République du Mali

"J'ai quitté chez moi, je suis venu chez moi..." ainsi s'est exprimé le Premier ministre Burkinabè à son arrivée à Bamako.

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a accueilli, ce mardi 31 janvier 2022, à l'aéroport international Président Modibo Keita Senou, son homologue et frère du Burkina Faso, M. Apollinaire Joachim Kyélem de Tambela. C'était en présence des membres du Gouvernement et des Autorités administratives de Bamako.

Le Premier ministre Burkinabè est porteur d'un message de S.E. le Capitaine Ibrahim Traoré, Président de la Transition du Burkina Faso, à son frère S.E. le Colonel Assimi GOÏTA.

Le Premier ministre du Faso nourrissait déjà l'espoir de venir au Mali qui selon lui fait la fierté de toute l'Afrique depuis l'avènement au pouvoir de S.E. le Colonel Assimi Goïta.

Ce que nos devanciers n'ont pas pu faire poursuit le Premier ministre du Faso nous n'avons pas le droit de ne pas le faire ou du moins de le tenter.

L'opportunité de cette visite a été par ailleurs offerte par le marcheur Ibrahim Cissé qui a effectué le trajet Bamako-Ouagadougou, les drapeaux Burkinabè et Malien à la main et appelé les deux pays à la Fédération.

Cet acte ne sera pas sans suite dira M. Apollinaire Joachim Kyélem de Kambela. Au cours de son séjour de 48 heures, le Premier ministre Burkinabè aura l'occasion d'échanger largement avec son homologue malien et le ministre des Affaires Étrangères du Mali, M. Abdoulaye Diop qui sont des Panafricanistes convaincus a-t-il conclu.

CCRP/Primature



**Institut National de Prévoyance Sociale  
(INPS)**

**SERVICE AMO**

*Contacts: 63 25 18 84 / 20 22 04 08*

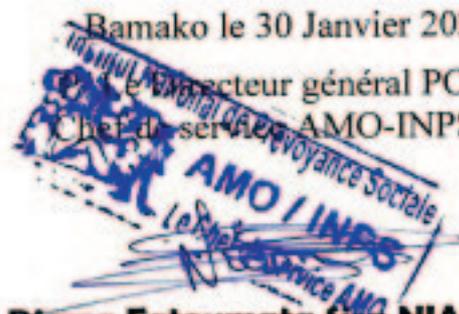
**COMMUNIQUE**

**A L'INTENTION DES ASSURES AMO DE L'INPS**

**La Direction générale de l'INPS** porte à la connaissance de tous les assurés enrôlés à l'AMO d'Octobre à Décembre 2022, dans les centres déconcentrés de l'INPS (Communes I, II, III, IV, V, VI et du SAMO) que les cartes biométriques AMO sont disponibles pour retrait dans les agences principales des communes de Bamako et du SAMO de l'INPS.

La Direction générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de toutes et de tous.

Bamako le 30 Janvier 2023



**Dr Diarra Fatoumata Sira NIAMBELE**

# Madouwa Prestige

## Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



**Pour Femme / For Women**

### Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

**Ingredients:** Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com

## Le pm apollinaire à Bamako : Le Burkina Faso propose de créer « une fédération » avec le Mali



Le premier ministre burkinabè a proposé la création d'une « fédération » entre son pays et le Mali, tous deux confrontés à la violence djihadiste et dirigés par des militaires putschistes qui ont exigé le départ des soldats français de leurs territoires.

« Nous pouvons constituer une fédération souple, qui peut aller en se renforçant et en respectant les aspirations des uns et des autres chez eux », a déclaré Apollinaire Kyélem de Tambela, cité dans le compte rendu d'une visite qu'il effectuée au Mali mardi et mercredi, publié par ses services.

« Nos devanciers ont tenté des regroupements, comme la Fédération du Mali, qui malheureusement n'a pas duré. Mais, ils ont montré la voie », a-t-il ajouté en référence à une éphémère tentative de fédération entre le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso et le Bénin (1959-1960) au moment des indépendances de ces ex-colonies françaises.

Il estime que « c'est un chantier que nous devons essayer de tracer pendant la période de transition, parce que si les politiciens reviennent au pouvoir, ce serait difficile ».

« Le Mali est un grand producteur de coton, de bétail et d'or. Le Burkina Faso aussi produit du coton, du bétail, de l'or. Tant que chacun va regarder ailleurs, nous ne pesons pas tellement, mais si vous mettez ensemble la production de coton, d'or et de bétail du Mali et du Burkina Faso, ça devient une puissance », a-t-il souligné.

« L'une des raisons qui explique ma visite au Mali, c'est que nous avons constaté que pendant longtemps, nous avons passé le temps à regarder ailleurs, alors que souvent, les solutions sont juste à côté de nous », a-t-il soutenu, affirmant que la « vraie révolution » menée par le Mali depuis la prise du pouvoir par le colonel Assimi Goïta en 2020 avait « inspiré » les nouveaux dirigeants burkinabè.

Le Burkina Faso, théâtre de deux coups d'État militaires en 2022, est pris depuis 2015 dans la spirale de la violence djihadiste apparue au Mali quelques années auparavant et qui s'est étendue au-delà de ses frontières.

Le nouveau pouvoir issu du dernier coup d'État du 30 septembre 2022, mené par le capitaine Ibrahim Traoré, vient de demander le départ des 400 soldats français des forces spéciales de l'opération Sabre basés à Ouagadougou.

## Burkina-Mali : Le Président de la Transition a reçu en audience le Premier ministre du Burkina Faso



Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, Chef de l'État, a accordé, ce mercredi 1er février 2023, une audience au Premier ministre du Gouvernement burkinabè, Apollinaire Joachim Kyélem de TAMBELA, en visite d'amitié et de travail, de 24 h, au Mali. Il était porteur d'un message du Président de la Transition du Burkina Faso à son homologue malien.

A l'entame de ses propos, le Premier ministre Burkinabè a remercié le Président GOÏTA avant de témoigner des innombrables qualités de celui-ci. Il ne fait pas aucun doute que « tout le monde connaît le Président GOÏTA en Afrique. C'est un héros de l'Afrique ».

Cette visite avait pour objectif principal de délivrer un message d'amitié et de fraternité au Président malien de la Transition et l'inviter à aller ensemble. « Mon Président m'a dit de lui faire comprendre sa disponibilité pour qu'ensemble, nous regardions dans la même direction. Nous sommes un même peuple, nous sommes un même pays », a-t-il déclaré à la presse. Apollinaire Joachim Kyélem de TAMBELA déplore que pendant longtemps, le Mali et le Burkina Faso ont regardé ailleurs au lieu de se regarder, alors que les deux pays ont des similitudes, des défis et un destin commun. Selon ses explications, les aspirations des peuples burkinabè et maliens, c'est la paix, la sécurité et le développement.

« Nous avons compris que, isolement, il est difficile de réaliser ces données. Alors qu'ensemble nous pouvons davantage réaliser et beaucoup plus facilement. Dans la lutte contre l'insécurité, nous bénéficions de l'appui de nos frères maliens. Ce qui sème maintenant la panique au niveau des terroristes », a-t-il affirmé.

Au cours de cette audience, il a été également question du chemin de fer Bobo-Dioulasso-Sikasso-Bamako « que nous pouvons envisager ensemble ». L'objectif est d'arriver à fédérer les deux pays. « Tant que nous restons isolés, nous sommes fragiles. Si nous nous mettons ensemble, nous aurons une puissance de frappe beaucoup plus décisive », a-t-il rassuré en tout en disant satisfait des échanges avec le Président de la Transition.

Source : Présidence de la République

Un scénario qui rappelle celui du Mali voisin où le régime issu de deux coups d'État en 2020 et 2021 a poussé les militaires français de la force Barkhane vers la sortie.

Source : ledroit

**PCIAT-EST : Prise de contact du CEMGA adjoint avec le commandement**



**D**ans le cadre de la prise de commandement du nouveau commandement du PCIAT-Est, le 27 décembre 2022, le chef d'état-major général des armées adjoint, le Général de brigade Ousmane WELE s'est rendu le 30 janvier 2023 à Gao, au camp Firhoun Ag Alançar. Il a été accueilli par le commandement du PCIAT-Est de l'opération Maliko, le Colonel Makan Alassane Diarra. Des honneurs militaires dignes de son rang lui ont été rendus par les FAMA.

Le général de brigade était accompagné par le sous-chef des opérations à l'état-major général des armées, le colonel Famouke CAMARA, le conseiller partenaire à l'EMGA, le Colonel-major André KONE, son assistant militaire, le lieutenant-colonel Bandiougou DIABATE et son chef de cellule informatique Amadou TRAORE.

Selon le Général Wellé il s'agit d'une visite d'autorité, de renforcement de commandement de proximité, de contact avec les hommes et de faire part des messages du président de la transition. Féliciter également le PCIAT-Est pour les résultats engrangés qui ont permis aux populations de vaquer à leurs occupations et exhorter à plus d'engagement dans le cadre de la poursuite des opérations avec les nouvelles acquisitions d'équipements de combat.

Le commandement, en compagnie du commandant de la région militaire N°1, le Colonel Issa BAGAYOKO, s'est entretenu à huis clos avec la délégation au PCIAT-Est en présence des officiers de son état-major. A l'issue de cette entrevue une projection sur la situation sécuritaire, dans les secteurs 1 et 2 du théâtre Est, a eu lieu dans la salle de réunion.

Après cette présentation de la situation sécuritaire, le général Ousmane WELE a rendu une visite de courtoisie au gouverneur de la région, le Général de brigade Moussa TRAORE. Il a également rendu visite aux malades et blessés de guerre à l'infirmerie de la garnison et au centre d'hospitalisation et de chirurgie " RÔLE 2 " au camp 1. Le CEMGA adjoint a souhaité prompt rétablissement aux patients et à offert une enveloppe symbolique. La délégation a ensuite visité le centre hospitalier Rôle 2 et constaté l'état des infrastructures et des équipements médicaux. Le CEMGA a demandé au commandement de faire remonter les préoccupations en vue d'une prise en charge par les hautes autorités. Il a salué la cohésion entre les Forces de Défense.

SHC Alhassane ALDJOUMATI.

Source : FAMA

**Élections : Le chronogramme fixé par la transition « n'est pas tenable », dixit des partis politiques**



**Le chronogramme électoral au Mali peut-il être respecté ? Des partis politiques expriment leurs inquiétudes à ce propos. Le référendum constitutionnel est prévu le 19 mars 2023. Pour des acteurs politiques, « ce délai n'est pas tenable au regard de la lenteur dans la démarche ».**

**L'**Autorité indépendante de gestion des élections AIGE promet de respecter le calendrier. Elle l'a fait savoir hier 01 février lors d'une prise de contact avec la classe politique. Mais des partis politiques comme l'ADPEM, PRD, COFOP ... en doutent.

« Est ce qu'on a évalué la situation sécuritaire d'abord ? Qu'en est-il de la validation des cartes biométriques ? ». Ce sont entre-autres questions que se posent ces partis politiques en soulignant que ce sont des préalables. Ils rappellent aussi que « nous sommes déjà au mois de Février, le déploiement des démembrés de l'AIGE n'est toujours pas fait ». « Nous avons demandé à l'AIGE de faire l'état des lieux, afin qu'on puisse se mettre d'accord. Si le délai n'est pas tenable, qu'elle nous le dise. Cela nous donnera une idée sur le référendum », conclut des membres des partis politiques qui ont participé à la rencontre.

« Les élections auront lieu aux dates indiquées », assure le Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE). Me Moustapha Cissé précise aussi que son équipe se conforme au calendrier électoral annoncé par le gouvernement.

« On respecte tout le monde. Chacun a sa place et son rôle dans un processus électoral. Pour les élections, jusqu'à preuve du contraire, nous nous en tenons au programme qui existe. Nous nous inscrivons dans cette dynamique. Nous travaillons pour tenir les élections dans les délais fixés par les autorités de transition », a-t-il affirmé.

Le référendum constitutionnel est annoncé pour le 19 mars prochain. Les élections communales et législatives sont prévues entre octobre novembre 2023. La Présidentielle aura lieu en février 2024.

Source : Studio Tamani

**GTIA 2 KELETIGUI : Le commandant GTIA rencontre les forces vives de la commune de Dialassagou**

**D**ans le souci de mieux répondre aux aspirations sécuritaires de la population, le commandant du GTIA 2 Kèlètigui, le commandant Abdoul Wahab COULIBALY était en conclave avec les responsables religieux, coutumiers, politiques et la société civile de l'arrondissement de Dialassagou en présence du sous-préfet dudit arrondissement. C'était le dimanche 22 janvier 2023 dans l'enceinte de la mairie de Dialassagou.

Cette rencontre a permis au commandant GTIA de s'imprégner du climat social et d'être à l'écoute des populations qui n'ont pas manqué de partager avec lui leurs préoccupations majeures notamment le besoin d'aide humanitaire. Tout en saluant le retour des services sociaux de base, l'ouverture des écoles et l'accalmie qui règne actuellement dans la localité, la population de Dialassagou et environnants disent prête à accompagner les FAMA pour la bonne réussite de leurs missions. Pour le chef du village, le retour au cours normal des activités a été possible grâce à la présence massive des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) qui y mènent des opérations offensives permanentes depuis quelques



temps. En effet, après les événements de juin 2022, les FAMA redonnent le sourire aux populations en garantissant d'une part la sécurité des personnes et de leurs biens et en y menant des actions humanitaires au profit des personnes démunies.

Quelques mots du commandant Abdoul Wahab COULIBALY ont permis de mettre à nue sa volonté d'assurer par tous les moyens la libre circulation des personnes et de leurs biens en toute quiétude.

MLC Samba GUINDO / Source : FAMA

**COMMERCIAUX**

*MAD Sécurité est une société de Gardiennage recrute vingt-cinq (25) Commerciaux*



**PROFIL DU CANDIDAT**

- Etre motorisé
- Avoir au minimum bac+2

**Les candidats intéressés peuvent déposer leur dossier de candidature comportant ( CV, et demande d'emploi) au siège de la société à Bougouba face Soterco**

**Tél: 61 75 00 52 // 71 67 19 90**





## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

**L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.**

**Article 4:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;
- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites;

**Article 6:** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7:** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

## Relance du train : Les pièces de rechange réceptionnées !

Depuis un bon moment, les autorités de la Transition se sont investies et ont multiplié les initiatives afin que le train puisse siffler de nouveau entre Bamako et Kayes. C'est dans le cadre de la matérialisation de cette volonté que le ministre des Transports et des Infrastructures, a procédé, le mercredi 1er février 2023, à la réception symbolique des pièces de rechange destinées aux locomotives maliennes (CC 2205 et CC 2207) en provenance de Dakar au dépôt central de Korofina. Pour la circonstance elle était accompagnée de ses collègues de la Sécurité et de la Protection Civile, le général de Brigade Daoud Aly Mohammedine et celui de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du territoire et de la Population, Bréhima Kaména. La cérémonie a enregistré la présence des représentants des cheminots et des amoureux du train.

Cette cérémonie avait un seul objectif : relancer le trafic ferroviaire entre Bamako et Kayes pour le bonheur de la population malienne. On pouvait lire la joie et la satisfaction sur le visage des cheminots à la réception des pièces de rechange. Visiblement tout heureux, un cheminot sous l'effet de l'émotion a clamé qu'avec l'aboutissement de ce processus, qui peinait depuis plus de 4 ans, on voit déjà le bout du tunnel. Ce qui dénote l'intérêt que la population malienne accorde à la relance du train, un moyen de transport prisé à cause de sa commodité et de ses retombées économiques. Aussi, l'on peut

affirmer sans risque de se tromper que la récupération de ces pièces de rechange pour les deux locomotives maliennes est plus que nécessaire pour la reprise du trafic ferroviaire national.

Satisfecit partagé par le ministre des Transports et de l'Équipement Dembélé Madina Sissoko, qui a mis à profit cette cérémonie pour remercier le Président de Transition et le chef du gouvernement pour leur engagement et leur détermination dans le cadre de la relance du train. La mise en exploitation commerciale du train voyageur est liée à la fiabilisation des deux locomotives qui nécessite l'acquisition

des pièces de rechange. « A cet effet, j'ai conduit du 25 au 29 janvier 2023, une délégation nationale à Dakar au Sénégal sur instruction du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita en vue de définir en rapport avec les autorités sénégalaises les modalités de récupération des pièces de rechange pour les dites locomotives », a-t-elle précisé.

Le ministre des Transports et de l'Équipement Dembélé Madina Sissoko a évoqué les réalisations de son département qui sont entre autres : la réhabilitation de 19 gares de Bamako à Kayes, la réhabilitation des ateliers centraux de Korofina et le dépôt de Kayes, l'acquisition des équipements mécaniques et outillages des travaux de voies, le traitement des points critiques de la voie entre Bamako et Kayes, la pose des traverses en bois sur les ouvrages d'art de Bamako à Diboli, le confortement des ponts de Galougo, Mahina et Toukoto, la réparation des locomotives CC 2205 et CC 2207. Elle a également indiqué que la réparation des voitures fourgons générateurs de la rame voyageur est prévue ; les activités réalisées ont permis de procéder à un essai blanc du train voyageur sur l'axe Bamako-Kayes-Bamako, le 13 et 14 juillet 2022.

Attentive au moindre détail, le ministre Dembélé Madina Sissoko, a attiré l'attention sur l'impérieuse nécessité de lever les entraves ultimes à la relance de l'activité ferroviaire. Les actions doivent être engagées diligemment pour la libération du domaine ferroviaire des occupations irrégulières et la finalisation du cadre institutionnel de gestion du trafic ferroviaire. « J'appelle le personnel ferroviaire à l'esprit d'initiative, au sens de responsabilité, au courage et à la persévérance afin que la marche du train qui a sifflé soit irréversible et que le trafic ferroviaire national ne s'arrête plus jamais », a-t-elle conclu.

Les locomotives et les voitures stationnées aux ateliers centraux de Korofina ont été visitées par le ministre des Transports et des infrastructures, Dembélé Madina Sissoko, ses collègues de la Sécurité et de la Protection Civile, le général de Brigade Daoud Aly Mohammedine et celui de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du territoire et de la Population, Bréhima Kaména.

■ Ibrahim Sanogo



# École d'application des officiers de Kati : Sortie de la 11<sup>ème</sup> promotion

Les stagiaires de la 11<sup>ème</sup> promotion de l'École d'Application des Officiers de Kati, (EAOK) ont reçu leurs diplômes, le vendredi 27 janvier 2023, dans l'enceinte de ladite école. C'était lors d'une cérémonie organisée à cet effet, en présence du Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA, des Chefs d'Etat-major et Directeurs de services, des autorités administratives locales et des parents. Cette promotion compte 55 stagiaires dont 07 du personnel féminin provenant des différents Etats-majors et de certaines Directions. Ils appartiennent tous à la 44<sup>ème</sup> promotion de l'École Interarmes de Koulikoro. Le Sous-Lieutenant Manassé Dakouo de la Garde Nationale est le major de la promotion avec 17 de moyenne.

Ce cours permet d'outiller les jeunes cadres de contact face aux nouveaux modes opératoires des groupes armés terroristes tels que la pose d'Engins Explosifs Improvisés sur les axes routiers, les tirs de mortier dirigés contre les emprises, les attaques complexes contre les troupes en déplacement entre autres. Ces officiers ont suivi, durant 06 mois, une formation technique et tactique en 3 phases.

La première phase a concerné le stage d'aguerrissement au Centre d'Aguerrissement de Samanko. Il avait pour but de préparer les

officiers stagiaires pour faire face aux difficultés des engagements opérationnels à travers des contenus, dans un environnement de haut stress afin qu'ils soient efficaces face aux adversaires en toute circonstance. La deuxième phase a été consacrée sur la tactique, l'armement lourd et semi lourd, l'instruction sur le tir au combat, la topographie, les cours de transmissions et les cours du Droit International Humanitaire. Cela en mettant l'accent sur les exercices pratiques sur le terrain. Elle s'est achevée par un exercice de synthèse de 03 jours en bivouac dans les secteurs de Kalifabougou et N'Tonimba. Enfin la troisième phase avait pour objectif de donner aux stagiaires des connaissances générales sur les Armes et les différentes Directions dans le cadre de la coopération interarmes afin de partager leurs expériences.

Selon le Commandant de l'École d'Application des Officiers de Kati, le Colonel Oumar TRAORE, ces officiers sont désormais aptes à assumer les fonctions d'un chef de section. Il a félicité et invité les stagiaires de mettre à profit les connaissances acquises afin de mieux commander. Le Colonel TRAORE a aussi attiré l'attention des stagiaires sur la situation certes difficile, mais à surmonter avec professionnalisme, dévouement et exemplarité sur le terrain surtout ceux qui auront le privilège

de participer aux opérations. Le Commandant de l'EAO n'a pas manqué de saluer l'encadrement et le personnel de soutien de l'École pour les efforts constants qu'ils font pour obtenir ces résultats.

Le Directeur des Ecoles Militaires, le Colonel-Major Moussa Yoro KANTE, a l'entame de ses propos a déclaré que la résolution de la crise sécuritaire multiforme du Mali passe par des ressources humaines de qualité, bien formées et en mesure de jouer pleinement leurs partitions. Selon lui, cette cérémonie marque non seulement la fin de leur formation mais le début d'une nouvelle partie de leur carrière de leaders de contact mieux outillés et mieux préparés à faire face à leurs responsabilités futures. Le Colonel-major KANTE a ajouté que conformément à la DIAPO en cours, ces officiers seront appelés à mettre en œuvre les connaissances acquises dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la maîtrise de la violence, la sécurisation et l'assistance. Il n'a pas manqué de magnifier le soutien du président de la Transition, le Colonel Assimi GOITA pour la rénovation de la toiture de l'amphithéâtre et ses efforts d'amélioration des conditions de vie et de travail de l'EAO.

Engagée dans une dynamique de perfectionnement des cadres militaires afin de contribuer à la restructuration des FAMA et au renforcement de la capacité opérationnelle des unités, l'École d'Application des Officiers a formé depuis sa création en 2002 à nos jours, 454 stagiaires dont 20 du personnel féminin et un Centrafricain.

Source : FAMA



## Service national des jeunes : Le chef de l'état préside la cérémonie de sortie de la 3e cohorte



**L**a cérémonie de présentation au drapeau des admis à la fonction publique de l'état et des collectivités, ayant accompli leur service obligatoire au service national des jeunes (SNJ), a été présidée par le président de la transition, se le colonel Assimi Goïta, chef de l'état, ce jeudi 2 février 2023.

Cette cérémonie qui s'est déroulée au 34e bataillon du génie militaire de Bamako, a enregistré la présence du Premier ministre, du Président du Conseil national de Transition, du ministre de la Jeunesse, des Sports, chargée de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, ainsi que des membres du Gouvernement. Des diplomates accrédités auprès de la République du Mali étaient également présents à cet événement de haute portée nationale.

Cette cérémonie, qui consacre le retour de 784 recrues, formés à Bapho sur les services clefs du maniement des armes, est une première en République du Mali. C'est la concrétisation de l'instruction donnée par le Chef de l'État, il y

à dix mois, de donner une formation commune de base à tous les nouveaux admis à la fonction publique de l'État et des collectivités.

Dans une interview accordée à la presse, à la fin de cette cérémonie de présentation au drapeau des recrues, le Président de la Transition s'est réjoui de la réussite de cette formation, désormais instituée en République du Mali. Le Chef de l'État, à l'entame de ses propos, a félicité « le gouvernement pour tous les efforts déployés, de la préparation du concours jusqu'à la formation commune de base ».

Selon le Chef suprême des Armées, « en présentant ce matin au drapeau national, emblème de la patrie, ces jeunes recrues de la fonction publique, nous ne faisons que lier l'acte à la parole ».

En effet, il y a de cela dix mois que le Président GOÏTA annonçait que désormais tous les admis à la fonction publique vont suivre une formation militaire pour une période de six mois, avant de rejoindre leur poste.

Le Chef de l'État fonde donc beaucoup d'espoir

sur ces recrues qui, selon lui, sauront « se surpasser et impulser une nouvelle dynamique de performance dans notre administration publique ». Le Président de la Transition rassure que ce processus sera maintenu pour les futurs recrues de la fonction publique.

Avant de clore ses propos, le Chef suprême des Armées a demandé à ces recrues « de ne plus tomber dans la facilité. Il leur appartient désormais de préserver les acquis de la formation militaire, qui est la discipline, la ponctualité, la rigueur et surtout la loyauté.

Aussi il leur appartient désormais de défendre les trois principes qui guident désormais l'action publique en territoire du Mali, à savoir, le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques et des choix de partenaires opérés par le Mali et le respect des intérêts vitaux du peuple malien dans les prises de décision », a ajouté le Président GOÏTA.

Présidence de la République du Mali



Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120  
80001122



+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**

## AIGE : Me Moustapha Cissé, l'homme de la situation

Le choix de Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane comme président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections (AIGE) ne doit rien au hasard ni au coup de piston. Au regard de son parcours exceptionnel on peut sans risque de se tromper dire que l'homme, sans être providentiel, est fait pour le job et que le job est fait pour lui. Son parcours exceptionnel en témoigne éloquentement.

### Une formation universitaire solide

Né le 05 novembre 1958 à Niamey en République du Niger, Moustapha Cissé, est avocat de profession. Il est marié et père de trois (3) enfants. Même si l'on suit son destin, force est de reconnaître que cet avocat a forgé son parcours et suscite au-



### aujourd'hui l'admiration des maliens.

Après ses études secondaires au Lycée Franco-arabe de Tombouctou en 1978 sanctionnées par le Baccalauréat malien 1ère et 2ème partie (série Philo-langues), Cissé Moustapha Sidi Mahamane s'inscrit à l'université, à l'École Nationale d'Administration (E.N.A.) Bamako, Section Sciences Juridiques. Il sortira avec une maîtrise (mention assez-bien) en 1984. Il entame son parcours professionnel en enchaînant des stages. Il ne sera inscrit au Barreau

du Mali que le 11 février 1987. En 1989, il entama un stage de perfectionnement au Barreau de Paris.

Durant son parcours professionnel, il a été de 1987 à 1989 Avocat Stagiaire respectivement au Cabinet de Maître Bécaye N'Diaye, Avocat, ancien Magistrat, ancien 1er Président de la Cour Suprême du Mali et, à celui de Maître Demba Diallo, également ancien Bâtonnier.

De 1990 à 1994, avocat associé au même Cabinet Maître Demba DIALLO, entre-temps était





devenu Médiateur de la République du Mali. De Juillet 1994 à 1998, il fonde le Cabinet d'avocats « **Le Sankoré** » puis devient membre du Conseil de l'Ordre des Avocats du Mali de 2005 à 2010. Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane devient par la suite Président de la Commission des droits humains en 2010. Grâce à son esprit d'initiative, il fonde la « SCPA Le Sankoré » Cabinet d'Avocats Associés. En 2013, il est membre du conseil de l'Ordre des Avocats puis Président de la Commission des droits humains et de la Gouvernance démocratique. En 2014 Me Cissé est membre de la Coalition pour la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Arusha, Tanzanie). Couronnement d'une carrière bien remplie il devient dauphin du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Mali en 2018, avant de récupérer pleinement le bâton en décembre 2019.,

En février 2022, en tant que Bâtonnier, il est membre du Pool d'Avocats constitué par l'Etat dans l'affaire opposant le Mali à la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UEMOA. Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane s'impliquera activement pour l'annulation des sanctions prononcées contre l'Etat du Mali par l'organisation sous-régionale (Ordonnance n° 06/2022/CJ en date du 24 mars 2022).

### Un Expert en élection reconnu

Pour ses compétences et son expérience, il a été sollicité en juin 2022 pour être membre de la Commission de rédaction de la nouvelle Constitution en tant qu'Expert. Toujours en sa qualité d'expert sur les questions électorales en Afrique, Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane a participé, en Octobre

2021 à Niamey (Niger) au Centre Mahatma Gandhi à la Conférence annuelle. Il a également été Modérateur du Panel d'éminents intervenants sur le thème "Élections transparentes" de l'Association du Barreau Africain en Tanzanie. Me Cissé a été conférencier en septembre 2021 à Ouagadougou (Burkina Faso) au 2ème Congrès annuel des Avocats de l'Espace UEMOA sur le Thème "Justice et corruption".

Il était précédemment, en octobre 2020 à Ouagadougou pour un Atelier de Renforcement des capacités des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) du Burkina, dans la perspective de l'élection présidentielle du 22 Novembre 2020. Modérateur sur le thème : « **Mandat, rôles et responsabilités de la commission électorale** » il fera une contribution de qualité sur le thème : « **la gestion pacifique des conflits post-électorales** ». Toujours au Burkina Faso, en novembre 2010, Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane a été membre de la mission francophone d'information et de contact de l'OIF à l'occasion de l'élection présidentielle du 21 novembre 2010 au Burkina Faso.

Fin connaisseur des questions électorales, Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane a participé en novembre 2013 à Cotonou (Benin) au Colloque international sur la pratique du contentieux électoral dans l'espace francophone.

En juillet 2013 il est Expert-personne ressource du Projet d'Éducation- Citoyenne et de monitoring des élections, Mali 2013 (PEME-Mali), membre de la Chambre Politique du Pôle d'Observation Citoyenne Electorale (POCE), plate-forme électorale de la société civile malienne.

### L'homme des missions sensibles et difficiles

Des missions délicates, Me Moustaph Cissé en a assumé avec brio et honneur. Ainsi il fut rapporteur en décembre 2008 du Comité d'Appui aux Réformes Institutionnelles (CARI) ainsi que Premier rapporteur général du Comité d'experts chargé de conduire la Mission de Réflexion sur la Consolidation de la Démocratie au Mali (MRCMD en mars 2008. Mais aussi, il est Expert électoral international spécialiste en listes électorales informatisées, chargé de formation du PNUD, auprès de la Commission



Nationale Électorale des Comores (CNEC), à l'occasion de l'élection présidentielle de l'Union des Comores du 14 mai 2006.

Et ce n'est pas tout. Du 08 mars 2005 au 04 juin 2005 : il est Expert électoral international désigné par le Président de la République du Mali feu Amadou Toumani TOURE auprès du Bureau de l'Envoyé Spécial de la CEDEAO au Togo (Doyen des Experts Électoraux).

Il a été Président de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) chargée du suivi et de la supervision des opérations électorales à l'occasion des élections générale de 2002 au Mali.

Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane a effectué plusieurs missions de par le monde pour animer des conférences, et séminaires. Au Mali, il a participé à la Conférence Internationale, organisée par la Cour de Justice de la CEDEAO sur le thème de " la protection des Droits de l'Homme, facteur d'instauration de la paix en Afrique de l'Ouest" en Avril 2018. Il a participé au séminaire national de formation et de vulgarisation du Droit et de la Justice Communautaires UEMOA, organisé par la Cour de Justice de l'Union Monétaire Ouest Africaine et le Barreau en mars 2018 à Bamako. De même, en juin 2015 à Sikasso, il a exposé en tant qu'Expert le thème "La protection des droits Humains par le système judiciaire" à l'occasion de la retraite du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme sur les leviers

d'action pour un système judiciaire performant.

En décembre 2013, au CICB à Bamako il participait en tant qu'Expert à l'atelier d'échanges et de partage entre les femmes candidates aux élections, présidentielles et législatives de 2013 organisé par le NDI-Mali. Il a été formateur, au Séminaire de formation des jeunes Avocats (AJAM OIF), sur l'observation des élections et la gestion du contentieux électoral. Il a formé la société civile malienne, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) du Mali et les Magistrats entre autres sur les questions électorales.

En 2011, le Bâtonnier Cissé fut Président de la 16ème édition de l'Espace d'Interpellation Démocratique "EID", organisé par le Gouvernement de la République du Mali.

### L'École des voyages du Globe-trotter et de la vie associative

Son parcours professionnel lui a permis de visiter plusieurs pays au monde tels qu'Afrique du Sud, Bénin, Burkina-Faso, Canada, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Équateur, États Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Gambie, Guinée, Italie, Kenya, Maroc, Mauritanie, Niger, Royaume des Pays Bas, Sénégal, Tanzanie, Tunisie, Togo, Arabie Saoudite... pour apprendre, partager son expérience ou former. homme sociable, Il est militant dans plusieurs

association et mouvements tels que la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH), l'association malienne des droits de l'Homme (AMDH), l'ODEP (Office chargé de la déontologie et de l'éthique de la presse privée au Mali), le bureau de coordination de l'Union Interafricaine des droits de l'Homme : Vice-président chargé des institutions, des affaires juridiques et du contentieux, le conseil de l'ordre des avocats du MALI, l'association des jeunes avocats du MALI (AJAM), le CNID association (Comité National d'Initiative Démocratique).

### Un polyglotte parfait

Me Cissé Moustapha Sidi Mahamane parle en plus des langues nationales (Sonrhai, Bambara, Djerma), le Français et Anglais. Il aime les travaux champêtres, la lecture, le sport et la musique.

Pour services rendus à la nation, il a été distingué en Septembre 2021 Chevalier de l'Ordre National.

Tant de challenges déjà relevés obligent le Président de l'AIGE dont les responsabilités sont immenses à une seule chose : faire mieux!

En attendant : qui dit mieux !

■ Binadjan Doumbia

# Régime « démocratique ou autoritaire » ?

## Le MODEC ouvre le débat

Le MODEC de Konimba Sidibé a organisé, la semaine dernière, une conférence-débats sur le thème « régime démocratique ou autoritaire ? ». Cette conférence qui s'est tenue à un moment où les populations rejettent de plus en plus les hommes politiques a été l'occasion pour le conférencier, membre du Modec et universitaire, de faire une étude comparée sur le régime démocratique et le régime de Moussa Traoré.

**E**n effet, dans son discours d'ouverture, Konimba Sidibé a indiqué qu'au Mali comme dans plusieurs autres pays, la défiance est absolument totale vis-à-vis du monde politique, vis-à-vis des régimes de démocratie. « Il faudrait que la classe politique mesure la portée de cette défiance, chercher à savoir pourquoi elle est arrivée, et reconnaître une autre réalité », laisse entendre Konimba Sidibé. Pour lui, les citoyens croient de moins en moins à la capacité d'un régime démocratique de redresser le Mali. « Si la classe politique refuse de faire ce débat, il laisse un vide à ceux qui disent que le régime démocratique ne sert à rien. A notre avis, il n'est pas bon que nous laissions l'espace à cela », soutient le président du Modec.

### Les acquis du mouvement démocratique

Contrairement à ce qu'avancent beaucoup de Maliens, le conférencier, universitaire et membre du Modec soutient que le mouvement démocratiquement a beaucoup d'acquis. Pour lui, le régime démocratique a 4 caractéristiques qui sont, entre autres, la liberté d'expression, la liberté d'associations, la justice intègre et indépendante, et la possibilité d'avoir des élections libres et transparentes.

A l'en croire, les acquis de la démocratie malienne sont énormes au niveau de la liberté d'expression et de la liberté d'association. « **Le bilan du régime démocratique est incontestable même s'il y a des choses à régler** », soutient le conférencier avant d'indiquer que ce n'est pas le système qui pose problème, mais son application.

Pour lui, le Mali a connu un développement économique pendant ces 30 ans de démocratie.

Mais le conférencier reconnaît que la corruption s'est aggravée sous la démocratie. « **Le**



**point le plus délicat est la corruption. Pendant ces 30 ans, la corruption s'est développée, atteint des stades inimaginables** » reconnaît cet acteur du mouvement démocratique. Les causes de cette corruption sont nombreuses, selon lui. « Le financement des élections et des partis demande de l'argent. Le respect de certains partis politiques n'ayant pas source de financement, s'enrichissent une fois à des postes de responsabilité pour pouvoir financer les campagnes électorales. Cela est lié au système », affirme-t-il. Quant à la cause de la décredibilisation des hommes politiques, il soutient c'est dû aux alliances contre nature, les discours contradictoires des hommes politiques.

### Le régime de Moussa Traoré n'est pas un paradis perdu

Depuis des années, le régime dictatorial de Moussa Traoré est considéré comme un paradis sur terre. Pour le conférencier du Modec,

le Mali n'était pas doux sous Moussa Traoré. IL soutient que tous les secteurs étaient paralysés sous l'armée qui était également le fruit de Modibo et des dons de l'union soviétique. « **Le bilan économique n'y est pas. Sous Moussa, le pays était en faillite. L'enseignement de qualité n'y était pas à cause des difficultés de financement des formations. Ce que nous traversons dans notre système éducatif, c'est le résultat du manque de formation sous Moussa. La situation des salaires n'était pas reluisante. Les retards de salaire étaient réguliers. Il n'y avait rien** », a-t-il soutenu le conférencier.

Par ailleurs, le conférencier a expliqué les raisons pour lesquelles la démocratie n'a pas accordé beaucoup plus d'importance sur la sécurité.

Anguimé Ansama

# Chronogramme des élections : Le scepticisme de la classe politique

Des partis politiques expriment leurs inquiétudes quant au respect du chronogramme devant permettre un retour à l'ordre constitutionnel au Mali. Le chronogramme fixé par la transition « n'est pas tenable », dixit des partis politiques. Le référendum constitutionnel est prévu le 19 mars 2023. Pour certains acteurs politiques, « ce délai n'est pas tenable au regard de la lenteur dans la démarche ».

**M**algré la mise en place de l'Autorité indépendante de gestion des élections, AIGE, qui promet de respecter le calendrier, la classe politique reste sceptique à ce jour. Elle l'a fait savoir hier 1er février lors d'une prise de contact. Des partis politiques comme l'ADPEM, PRD, COFOP ... mettent en doute la capacité des autorités à respecter ce délai.

« Est ce qu'on a évalué la situation sécuritaire d'abord ? Qu'en est-il de la validation des cartes biométriques ? ». Ce sont entre-autres questions que se posent ces partis politiques en soulignant que ce sont des préalables. Ils rappellent aussi que « nous sommes déjà au mois de Février, le déploiement des démembrements de l'AIGE n'est toujours pas fait ».

« Nous avons demandé à l'AIGE de faire l'état des lieux, afin qu'on puisse se mettre d'accord. Si le délai n'est pas tenable, qu'elle nous le dise. Cela nous donnera

une idée sur le referendum », concluent des membres des partis politiques qui ont participé à la rencontre.

« Les élections auront lieu aux dates indiquées », assure le Président de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE). Me Moustapha Cissé précise aussi que son équipe se conforme au calendrier électoral annoncé par le gouvernement.

« On respecte tout le monde. Chacun a sa place et son rôle dans un processus électoral. Pour les élections, jusqu'à preuve du contraire, nous nous en tenons au programme qui existe. Nous nous inscrivons dans cette dynamique. Nous travaillons pour tenir les élections dans les délais fixés par les autorités de transition », a-t-il affirmé.

Le référendum constitutionnel est annoncé pour le 19 mars prochain. Les élections communales et législatives sont prévues entre octobre novembre 2023. La Présidentielle aura

lieu en février 2024.

Les propos du premier ministre, Dr Choguel lors de la visite en début de semaine de l'émissaire de l'Union Africaine au Mali sèment un peu le doute. Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga a reçu ce lundi 30 Janvier 2023, le Président de la Commission de l'Union Africaine, M. Moussa Faki Mahamat à la tête d'une délégation de l'Organisation Panafricaine. Le Président de la Commission était venu écouter les Autorités de la Transition et échanger avec elles, afin de mieux comprendre les défis et y faire face ensemble.

Le Premier ministre a apprécié cette démarche à sa juste valeur. Choguel Kokalla Maïga a encore une fois tenu à expliquer à la délégation de l'Union Africaine, la spécificité de la Transition malienne issue de la volonté du peuple après plusieurs mois d'insurrection, avant de faire le point de l'évolution du processus.

« On l'a vu sous d'autres cieux, notamment en Afghanistan, un pays qui a régulièrement organiser des élections pendant 20 ans, sans que cela résolve durablement les problèmes structurels. Ses partenaires occidentaux ont fini eux-mêmes par en faire le constant en l'abandonnant à son triste sort », a fait savoir Dr. Choguel, Chef du Gouvernement à l'occasion de la rencontre entre le Gouvernement et le Président de la Commission de l'Union Africaine.

■ Binadjan Dombia



# Séminaire sur le suivi-évaluation du Cadre Stratégique de la refondation : Créer une synergie entre les experts du CINSERE et le Comité de Pilotage

Le ministre de la Refondation de l'Etat chargé des relations avec les Institutions, professeur Ibrahim Ikassa Maïga a présidé la cérémonie d'ouverture du séminaire sur le suivi-évaluation du cadre stratégique de la refondation de l'Etat. C'était le jeudi 2 février 2023 au CICB. L'objectif est de créer une synergie entre les experts du CINSERE et le Comité de Pilotage stratégique de la refondation de l'Etat qui est l'organe de coordination de la mise en œuvre du Cadre stratégique de la refondation de l'Etat.



Le Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat a pour objectif général d'assurer un véritable processus de refondation du Mali à travers la mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation.

Il est structuré autour de cinq (5) axes stratégiques, qui sont, la gouvernance, les réformes politiques et institutionnelles ; la défense, sécurité, paix, réconciliation et cohésion sociale ; la croissance économique et développement durable ; le capital humain, genre et inclusion sociale ; La jeunesse, sport, culture, artisanat, tourisme et construction citoyenne.

Selon le ministre de la Refondation de l'Etat chargé des relations avec les Institutions, professeur Ibrahim Ikassa Maïga, le présent séminaire s'inscrit dans le cadre d'une rencontre d'échange et d'appropriation des indicateurs de performance et du cadre de rapportage de résultats entre le CINSERE-ANR et les Secrétaires généraux des départements ministériels. « Son objectif global est de créer une synergie entre les experts du CINSERE et le Comité de Pilotage stratégique de la refonda-

tion de l'Etat qui est l'organe de coordination de la mise en œuvre du Cadre stratégique de la refondation de l'Etat », a-t-il souligné.

En outre, il a fait savoir qu'à la suite de ce séminaire qui se veut un cadre d'introduction générale à l'approche méthodologique prônée par le CINSER-ANR, des ateliers de stabilisations des indicateurs seront organisés au niveau sectoriel par le Comité de Suivi des Plans d'Actions sectoriels en collaboration avec le CINSERE-ANR et les Cellules de Planification et

de Statistique avec l'accompagnement de la Cellule CSLP. « La finalité recherchée est de mettre en place un mécanisme intégré de coordination de suivi et d'évaluation du plan d'action de la Refondation de l'Etat », a-t-il indiqué.

De son côté, le coordinateur général des CINSERE ANR Amdaou Thiéoulé Diarra a précisé que leur mission est de suivre et évaluer. C'est un défi, une « lourde responsabilité » que les citoyens et citoyennes du Mali nous confient à travers le Chef de l'Etat'.

Pour ce faire, il a rappelé qu'un système de Suivi-Evaluation (SSE) est l'ensemble des Composantes en interaction permettant d'orienter un projet, un programme ou une institution en fonction de sa finalité et en adéquation avec des valeurs.

Toutefois, il a mentionné qu'à côté des indicateurs traditionnellement connus, le Mali s'est attaché à faire des innovations à savoir la mesure du concept de « Malikura » et du « Malien nouveau ».

■ Binadjan Dombia



# Enjeux et défis des élections générales au Mali : La société civile alerte sur trois risques majeurs

Le Président du Comité Technique et Stratégique des Organisations de la Société Civile, Alou Badra Sacko, a animé le 28 janvier dernier au siège du Conseil national de la Société civile un point de presse au cours duquel, il a lu une déclaration sur les enjeux et les défis des élections générales au Mali. Le CTS alerte sur trois risques majeurs : la crédibilité des scrutins, l'acceptation des résultats par les parties prenantes et le respect des engagements auprès du peuple malien et des partenaires.

Sur le registre des réalisations majeures des autorités de la transition par rapport à l'organisation du processus électoral, le Comité Technique et Stratégique des Organisations de la Société Civile cite entre autres l'établissement d'un chronogramme général de tenue des élections, le vote et la promulgation de la loi électorale, la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections au niveau national et la prise de fonction de ses membres au niveau national, l'élaboration d'un avant-projet de constitution, la désignation des membres de la commission pour la finalisation de cet avant-projet, la révision des listes électorales, le démarrage de l'établissement de la carte d'identité biométrique.

Le Comité Technique et Stratégique constate une situation sécuritaire préoccupante, la mise en place des démembrements de l'AIGE, l'indisponibilité de la réorganisation territoriale, la non fiabilité du fichier électoral, la confusion sur les rôles du ministre de l'administration territoriale et de l'AIGE dans la loi électorale, un contexte économique difficile sur le plan national et international pour faire face au financement des différents scrutins. « Ces différents constats pourraient avoir trois risques majeurs à savoir la crédibilité des scrutins, l'acceptation des résultats par les parties prenantes, et le respect des engagements auprès du peuple malien et de partenaires. Cette situation aura certainement une conséquence sur la cohésion sociale d'une part et d'autre part nuire aux relations entre le Mali et la Communauté Internationale », alerte le CTS des OSC du Mali.

Face à ces constats et risques majeurs, le Co-



mité Technique et Stratégique a fait plusieurs recommandations. Il s'agit de la poursuite de la stratégie de sécurisation du territoire et des différents scrutins, de la diligence de la mise en place des démembrements de l'AIGE au niveau régional, local, communal, dans les Ambassades et Consulats et leur opérationnalisation, de l'anticipation sur la révision du fichier électoral en y intégrant les nouveaux majeurs, les personnes déplacées, les réfugiés et les femmes rurales, de l'adoption de mesure d'application de la loi électorale afin de clarifier les rôles et attributions de l'AIGE par rapport au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation dans le processus électoral, la garantie de l'indépendance de l'AIGE dans le processus d'organisation des scrutins, de l'engagement sous la responsabilité de l'AIGE un cadre de concertation entre l'AIGE, les partis politiques et la Société Civile d'une part et entre l'AIGE et les partenaires techniques et financiers d'autre part sur les questions électorales, l'élaboration puis la publication d'un guide de fonctionnement et des procédures de prise des décisions au sein de l'AIGE. Le Comité technique et stratégique appelle à diligenter la réorganisation territoriale sur une base consensuelle. « A cet effet il est urgent d'in-

visiter le Conseil National de Transition à une session extraordinaire pour le vote du projet de loi en objet », a précisé le Président Alou Badra Sacko.

« Nous, organisations de la société civile, sommes engagés à poursuivre nos efforts et à jouer pleinement toute notre partition pour répondre aux défis liés à nos missions d'information et de sensibilisation des citoyens », a souligné Alou Badra Sacko. Et de conclure : « Le Comité Technique Stratégique lance un appel aux autorités de transition pour la réalisation de l'union sacrée entre les maliennes et les maliens autour des réformes essentielles dans le cadre de la refondation de l'Etat et la préservation de l'intégrité du Mali dans une démarche consensuelle et inclusive ».

A titre de rappel, le CTS des organisations de la société civile comprend le Conseil National de la Société Civile du Mali (CNSC), le Forum des Organisations de la Société Civile (FOSC), la Coordination des Associations et ONGs Féminines (CAFO), du Conseil National de la Jeunesse du Mali (CNJ) et la Plateforme des Femmes Leaders du Mali (PPFLM).

Chiaka Dombia  
Source : Le Challenger

## Kidal : Comment raisonner les groupes armés ?

Retranchés à Kidal, les groupes armés indépendantistes du nord sont en rupture avec les autorités qui n'entendent pas céder aux exigences des ex-rebelles. Résultat, le processus du suivi de l'accord d'Alger a pris un coup dur avec le retrait des groupes armés. Pour apaiser les différends, plusieurs pays se mobilisent afin que la rupture ne soit pas définitive. Depuis quelques semaines, la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) multiplie les déclarations hostiles aux autorités, en demandant notamment une rencontre sur un terrain neutre pour discuter des difficultés avec le gouvernement.



**A**insi, le premier février 2023, une délégation d'ambassadeurs et de diplomates accrédités au Mali se sont rendus à Kidal. Les visiteurs étaient essentiellement des représentants d'États membres de la médiation internationale, du Conseil de Sécurité de l'ONU et du Comité de Suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger. Sous le format d'une mission de « Bons offices », la délégation comporte également des Hauts représentants d'institutions internationales et sous régionales, à savoir : l'Organisation des Nations Unies (ONU) à travers la MINUSMA, l'Union Africaine (UA), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Européenne (UE) et le Centre Carter qui est l'Observateur indépendant pour l'Accord pour la paix et réconciliation (APR).

Cette mission tente de donner un nouveau souffle au processus de paix en se fixant comme objectif principal de mieux s'imprégner de la situation d'arrêt depuis plusieurs semaines de tous les mécanismes d'interactions autour de l'Accord d'Alger. Selon des sources proches de la délégation, le dénouement dépendra inconditionnellement des résultats d'une réunion réitérée par la CMA et la Plateforme avec la médiation internationale en ter-

rain neutre. Mais le gouvernement estime qu'il n'est pas nécessaire de parler du Mali en dehors du territoire national, les Maliens devant trouver les moyens de s'entendre sur les sujets d'intérêt national entre eux.

La délégation de bons offices était censée rencontrer les responsables de la CMA conduites par le Alghabass Ag Intalla. Dans ce contexte tendu, les rapports se dégradent entre les autorités de la transition et les groupes armés indépendantistes. On se souvient récemment que la CMA a réagi négativement au Décret N\*2023-0055/PT-RM du 27 janvier 2023, portant nomination des membres de la Commission chargée de la finalisation du projet de Constitution. En effet, antérieurement à sa décision de suspendre sa participation aux mécanismes de mise en œuvre et de suivi de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger, la CMA avait communiqué un nom au gouvernement de Transition pour la finalisation du projet de constitution en cours.

Mais suite à la réunion de son bureau exécutif tenue du 07 au 09 décembre 2022, la CMA a adressé au chef de file de la médiation une correspondance dans laquelle elle demande une rencontre bilatérale en terrain neutre suivie du communiqué du CSP-PSD du 21 décem-

bre 2022 consacrant la suspension par les mouvements signataires des mécanismes de suivi et de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation. Elle a informé par conséquent l'opinion nationale et internationale ainsi que la médiation internationale qu'elle ne prendra pas part à la Commission chargée de la finalisation du projet de Constitution.

Ensuite, la même occasion a été saisie par la CMA pour se démarquer des déclarations du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, à la tribune des Nations Unies le 27 janvier 2023 qui a parlé d'élans freinés dans la mise en œuvre de l'Accord par les mouvements signataires. Pour la CMA, il s'agit d'une dégradation évidente du processus consacrant un net recul d'intérêt de la partie gouvernementale à l'Accord de paix. En fait, la Coordination des mouvements réitère avec insistance sa demande de réunion en un lieu neutre avec la médiation internationale pour discuter de la viabilité de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger.

Soumaila Diarra  
Source v: Le Pays

# Mondial des clubs : Spectacle époustouflant pour l'ouverture

La Coupe du monde des clubs de football s'est ouverte, mercredi à Tanger au nord d Maroc, au rythme d'un spectacle époustouflant et haut en couleur. La cérémonie d'ouverture de cette 9<sup>e</sup> édition met en avant un Maroc diversifié, ancestral, moderne, ouvert, hospitalier et passionné de football.

Le public qui a répondu présent a été épaté par une série de chorégraphies, de chants et musiques et d'images établissant un trait d'union entre le passé et le présent et mettant en avant toute la beauté de la nature, de l'architecture et de l'hospitalité marocaines. Parmi les moments forts de cette soirée, on retient le spectacle folklorique très rythmé, avec une touche de modernité, qui a mené le bouillant public de Tanger dans un voyage fascinant à travers les différentes régions du Maroc. La passion du football était fortement mise en relief, avec un retour en

images sur les scènes de liesse du public marocain en réaction aux performances des Lions de l'Atlas lors du dernier Mondial au Qatar. Le point d'orgue de ce moment de nostalgie a été la montée sur scène du sélectionneur national Walid Regragui, l'invité surprise de cette soirée, accueilli chaleureusement par le public. Un ultime hommage à titre posthume a été rendu à la légende brésilienne Pelé, décédé le 29 décembre 2022. Le Maroc organise le « Mondialito » pour la troisième fois, après l'édition 2013 qui a vu le Raja de Casablanca atteindre la finale (défaite 2-0 devant Bayern

Munich) et celle de 2014, qui a vu la participation du Moghreb de Tétouan, en tant que champion du Maroc. Cette neuvième édition se déroule du 1<sup>er</sup> au 11 février dans les villes de Tanger et la capitale administrative Rabat. Programme de la Coupe du monde des clubs : 1<sup>er</sup> tour Mercredi 1<sup>er</sup> février Al Ahly (Égypte, Afrique) vs Auckland City FC (Nouvelle Zélande, Océanie) 3-0 2<sup>ème</sup> tour Samedi 4 février 14h30 TU – Wydad Athletic Club (Maroc, Afrique) vs Al-Hilal SFC (Arabie saoudite, Asie) 17h30 TU – Seattle Sounders (États-Unis, Amérique du Nord) vs Al Ahly (Égypte, Afrique) Demi-finale Mardi 7 février (19h TU) CR Flamengo (Brésil, Amérique du Sud) vs À déterminer Mercredi 8 février (19h TU) À déterminer vs Real Madrid (Espagne, Europe) Match de classement Samedi 11 février (15h30 TU) Finale Samedi 11 février (19h TU)

Source : APA



## Burkina : L'UEMOA note une baisse générale des prix en fin d'année 2022

Le Burkina Faso a enregistré, en fin d'année 2022, une baisse du niveau global des prix de l'ordre de 2,0%, selon la Commission de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) qui note une baisse du niveau d'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) dans son espace à cette période par rapport à novembre 2022.



L'année 2022 s'est terminée avec un niveau d'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) de 119,6 soit une baisse de 0,2% par rapport à son niveau de novembre 2022, note le Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA. Cette variation, selon ce Département, est la résultante d'une part des baisses du niveau global des prix dans certains pays de l'Union et d'autre part des évolutions à la hausse des niveaux de prix enregistrés dans d'autres pays membres.

Les pays ayant connu des baisses de prix en

fin d'année 2022 sont le Burkina Faso (-2,0%), le Sénégal (-1,0%) et le Mali (-0,1%). Ceux ayant enregistré des évolutions à la hausse des niveaux de prix sont le Bénin (0,2%), la Côte d'Ivoire (0,5%), la Guinée-Bissau (0,8%) et le Togo (1,0%).

Le Niger est le seul des huit pays membres de l'Union dont l'IHPC est demeuré quasi stable en variation mensuelle, selon la Commission de l'UEMOA.

Faisant une analyse du taux d'inflation en moyenne annuelle, le Département des Politiques Économiques et de la Fiscalité Intérieure note une progression de 7,0% du niveau

de l'IHPC dans la zone UEMOA comparative-ment à son niveau de décembre 2021. Ce taux d'inflation, selon le département, est de 7,4% en 2022 pour l'Union.

Dans ce classement par Etat membre, le Burkina Faso vient en tête avec un taux d'inflation annuel de 14,1%, suivi du Mali et du Sénégal avec 9,7%. Ensuite viennent, de façon décroissante, des pays comme la Guinée-Bissau (7,9%), le Togo (7,6%), la Côte d'Ivoire (5,2%), le Niger (4,2%) et le Bénin (1,4%).

Par Siaka CISSE  
Wakatsera



# Candidature du Maroc à la CAN 2025 : Les arguments béton du royaume chérifien

Le Maroc est le seul pays africain à avoir passé avec succès le préalable exigé par la FIFA concernant l'ensemble des critères établis dans son cahier de charge (infrastructures sportive, hôtelière, de santé ...) pour pouvoir être éligible pour l'organisation de la Coupe du Monde dans son nouveau format à 48 équipes (au lieu de 32).



Le Royaume n'a pas accueilli de CAN depuis 1988 alors que la ferveur et la passion du public marocain ont pu être remarquées par tous lors des différentes compétitions de football ces dernières années, notamment lors de la Coupe du Monde Qatar 2022. Edition au cours de laquelle le Maroc fut le premier pays africain de l'histoire à accéder aux demi-finales.

La CAN 2025 au Maroc sera sans aucun doute un événement réussi car la compétition se déroulera dans des conditions logistiques optimales.

Le Maroc compte six (6) grands stades dans six (6) villes différentes. Il s'agit de Tanger (60.000 places), Fès (35.000 places), Rabat (45.000 places), Casablanca (45.000 places), Marrakech (45.000 places) et Agadir (45.000 places).

Il bénéficie de l'une des meilleures infrastructures footballistiques d'Afrique, tous les stades retenus ayant reçu l'homologation de la FIFA (dans le cadre du dossier de candidature pour la Coupe du Monde 2026), mais aussi celle de la CAF, dans le cadre des qualifications à la Coupe du Monde et à la CAN. Le

Royaume est également doté du Complexe Mohammed VI de Football, l'un des meilleurs centres nationaux de football au monde.

Doté d'une capacité organisationnelle exceptionnelle, le Maroc a organisé la CAN féminine 2022, la Ligue des Champions Féminine 2022, le CHAN 2018 mais aussi plusieurs conférences, tel que le Séminaire FIFA-CAF sur les infrastructures, au Complexe Mohammed VI, en 2020 et abritera à partir de ce samedi l'édition de la Coupe du monde des clubs.

## Une terre d'accueil

Avec ces infrastructures, le Maroc a accueilli plusieurs équipes africaines n'ayant pas de stades homologués lors des éliminatoires pour la Coupe du Monde 2022, jusqu'à 16 équipes nationales en même temps, ce qu'on pourrait appeler à une « mini CAN ».

Outre ces stades, le Royaume est doté d'une infrastructure hôtelière de grande qualité et en quantité (90 000 chambres réparties entre les villes hôtes) pouvant accueillir équipes nationales, délégations officielles et supporters dans des conditions favorables. L'offre d'hé-

bergement au Maroc permettra d'accueillir l'ensemble des acteurs de la compétition en proposant des tarifs adaptés à tous les budgets.

La candidature marocaine répond à l'exigence de qualité en termes de mobilité et de transport. En effet, le Maroc bénéficie de réseaux aérien, ferroviaire et routier dense

L'aéroport Mohammed V de Casablanca est un véritable hub africain, et la Royal Air Maroc est présente dans plusieurs pays, autant en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique Centrale et de l'Est, desservant plus de 82 destinations en Afrique. Il sera également possible de se déplacer entre les villes en train, étant toutes reliées par voie ferroviaire.

Ainsi, SM le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste, a inauguré le TGV Tanger-Casablanca en 2018, une première en Afrique. Enfin, le Maroc est doté d'un réseau autoroutier moderne long de plus de 2000 km.

## Une candidature légitime

Une CAN 2025 au Maroc donnera aussi la chance à la diaspora africaine présente en Europe de se joindre à la fête, le Royaume étant largement desservi à partir du Vieux Continent avec des tarifs très abordables. Chaque ville hôte dispose d'un aéroport international.

Après un parcours exceptionnel à la Coupe du monde, Qatar 2022, la candidature du Maroc est légitime pour l'organisation de la CAN 2025. De plus, la FRMF est très engagée dans le développement du football africain et dans la coopération, avec plus de 45 fédérations africaines partenaires, et ce dans le cadre de la Vision Éclairée de Sa Majesté le Roi, qui promeut une plus grande implication dans le développement des Sud-Sud et gagnant-gagnant, notamment avec l'Afrique.

Drissa NIONO

Source: Le Démocrate- Mali



## Bélier (21 mars - 19 avril)

Il est important de faire un break, car un changement d'activité est proche. Saturne en Capricorne vous incite à trouver un autre poste pour vous épanouir davantage. L'ambiance dans le travail et les tâches répétitives ont pu vous motiver pour partir.

Vous pouvez dépenser pour des articles utiles et attendre pour faire des économies. La prudence est de mise, car l'instabilité professionnelle vous donne une visibilité réduite sur la gestion du budget. Un paiement obligatoire peut retarder des achats.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous oscillez entre compromis et fermeté. Les hostilités de la part de vos collègues sont officiellement ouvertes. Vous essayez de rester le plus objectif possible, Mercure vous suggère de ne pas mélanger vie professionnelle et vie privée.

Vous gardez un œil sur votre budget. Aujourd'hui vous freinez les dépenses les moins utiles. Réputé bon gestionnaire, vous ne pouvez pas vous laisser aller, quitte à ne pas lâcher votre calculatrice de la journée. Il ne faut pas abuser !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si l'un de vos collègues vous demande de le défendre, réfléchissez avant de le faire. Le climat vous expose à des histoires et une dégradation de l'atmosphère dans votre service. Des querelles pour des détails peuvent venir comme un cheveu sur la soupe.

Écoutez les conseils prodigués par votre famille qui peuvent vous rendre service. Ils peuvent vous aider à réaliser des économies. Il faut être patient pour stabiliser le budget. Vous pouvez passer la journée à râler à cause de la frustration passagère.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Votre ambition sera déçue. Vous pourriez même avoir envie de prendre certains risques en donnant un coup de balai à une organisation qui vous étouffe. Vous vous appliquerez à changer certaines règles même si votre direction voit cela d'un mauvais œil.

Financièrement, vous n'aurez que des satisfactions ! Quoi que vous vous apprêtiez à faire, vous pouvez être assuré de sa réussite. Vous saurez faire preuve d'habileté si vous devez acheter ou vendre un bien. Votre gestion est exemplaire !



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aimez que l'on écoute vos idées. Cette envie peut être à double tranchant. Vous aimez imposer aussi votre point de vue et cela attise des rivalités déjà latentes. Malgré le contexte, votre situation professionnelle évolue vers un nouveau poste.

Une mise au point serait la bienvenue avec votre gestion matérielle. Vous êtes pressé de renouveler des articles pour offrir du confort à votre famille et cela engendre une série de dépenses que vous pourriez échelonner. Il y a un risque de découvert.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Jupiter vous donne l'opportunité d'opérer de grands changements dans votre vie professionnelle. Vos projets prennent plus d'ampleur, vous développez votre réseau. Un contact souhaite vous débaucher. Il est préférable d'analyser la situation avant d'agir.

Dans vos finances l'équilibre est préservé. Vous n'avez pas de soucis à vous faire, les astres protègent votre argent. Cependant, si un ami vous doit de l'argent, rappelez-lui avec tact et gentillesse que les bons comptes font les bons amis.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Un ancien collègue peut vous donner un contact pour trouver un nouveau poste. De la lenteur est encore à prévoir et vous pouvez râler une partie de la journée pour vos conditions actuelles de travail. Le poste actuel ne correspond plus à vos ambitions.

Il est utile de faire un point, car plusieurs jours de file sont axés sur la gestion de la trésorerie. Les questions d'argent vous entêtent, car votre salaire s'envole dans les charges. Vous pourriez envisager de changer d'activité pour gagner plus.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les choses iront bon train ! Votre dynamisme, votre sens de l'organisation vous vaudront un franc succès. Vous pourrez mettre sur pieds vos projets, engager des négociations que vous mènerez d'une main de maître. Vous viendrez à bout des travaux difficiles.

Le carré Jupiter/Vénus pousse fortement à la dépense. D'un côté, vous avez suffisamment de rentrées d'argent pour vous faire plaisir. Mais de là à attraper la fièvre acheteuse, non ! Pensez un peu à épargner pour les jours plus difficiles.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous faites des concessions, car l'évolution professionnelle ne se déroule pas comme vous le voulez. Il règne une atmosphère de tensions et de rivalités dans votre activité professionnelle. Cela peut vous apporter une déception amère vis-à-vis d'un collègue.

L'atmosphère est aux dépenses qui restent importantes et diversifiées. Il y a peu d'économies possibles, car les sorties actuelles sont nombreuses et vous ne savez pas réellement refuser de régler des notes. La journée peut encore entraîner des frais.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vos compétences et vos expériences séduisent, aujourd'hui une opportunité inattendue se présente à vous, sachez la repérer et l'accueillir comme il se doit. Vous avez l'occasion de démontrer tous vos talents, vous saisissez votre chance.

Votre générosité risque bien de vous jouer des tours. Ne vous sacrifiez pas pour les autres. L'argent est suffisamment difficile à gagner ce n'est pas pour le distribuer à tout-va. Ne laissez personne abuser de vos largesses, posez des limites.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

La coopération est demandée dans vos fonctions. On peut vous réclamer également dans une réunion pour intervenir et donner votre opinion. Les astres sont propices à de nouvelles connaissances dans votre vie professionnelle et des liens se créent.

C'est la prudence qui doit guider votre vie malgré les dépenses qui persistent. Dans les sorties avec vos amis, apprenez à être moins généreux et à restreindre vos dépenses. C'est avec de petites économies que vous pouvez stabiliser votre trésorerie.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Quelque chose de nouveau se présente. Il peut s'agir d'une nouvelle mission ou carrément d'une nouvelle entreprise qui pourrait vous faire signe. Cette journée signera un nouveau départ qui vous ouvrira de nouvelles portes et un horizon plus vaste.

L'argent rentre régulièrement et il ne devrait pas y avoir d'imprévu. Vous pourriez songer à revoir votre budget pour réduire vos frais sur certains postes comme les assurances ou les forfaits de téléphone ou encore les abonnements aux nouvelles chaînes de télévision.



L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23